



DANS CE NUMÉRO

Le premier semestre de l'année 2003, particulièrement riche en événements, a vu se matérialiser la transition entre les deux phases du programme URB-AL. Ainsi, les nouveaux réseaux de la deuxième phase ont lancé leurs activités publiques, le coup d'envoi ayant été donné par le **RÉSEAU 10 «Lutte contre la pauvreté urbaine»**, coordonné par la **PREFEITURA MUNICIPAL DE SÃO PAULO**. Le séminaire de lancement, qui s'est tenu dans cette ville à la mi-avril, a été inauguré par le Président du Brésil, Luis Inácio Lula DA SILVA, devant un auditoire de 800 personnes. La présence du Président Lula témoigne de la reconnaissance des plus hautes autorités de la région pour le travail réalisé dans le cadre du programme.

Par ailleurs, la **DIPUTACIÓN PROVINCIAL DE BARCELONA**, qui coordonne le **RÉSEAU 12 «Promotion des femmes dans les instances de décision locales»**, a organisé son séminaire de lancement dans la ville de San Salvador à la fin avril. L'organisation de cet événement au Salvador, où il a suscité un vif intérêt local, contribuera à consolider le programme dans toute l'Amérique centrale.

Le grand défi des mois à venir consistera à passer de l'échange d'expériences à l'application des résultats de ces dernières, moyennant des projets innovateurs, ayant une forte dimension de visibilité pour les citoyens et débouchant sur des résultats tangibles et concrets. La **INTENDENCIA MUNICIPAL DE MONTEVIDEO**, confirmant son rôle pionnier dans le programme, et le **CONCELL COMARCAL DE L'ALT EMPORDÀ** ont ainsi lancé les activités des projets B qu'ils coordonnent.

Nous vous invitons à continuer à participer activement à cette deuxième phase du programme, et en particulier aux séminaires de lancement des nouveaux réseaux dans les villes coordinatrices respectives en septembre et octobre 2003.

RICCARDO GAMBINI

Office de Coopération EuropeAid – Chef d'Unité E2

LETTRE D'INFORMATION
DU PROGRAMME URB-AL,
programme horizontal de
coopération décentralisée de
la Commission européenne,
destiné aux villes,
agglomérations et régions de
l'Union européenne et
d'Amérique latine



COMMISSION EUROPÉENNE
EuropeAid
Office de Coopération
Direction Amérique latine



São Paulo. Inauguration du séminaire de lancement.

PROJETS COMMUNS SÉLECTIONNÉS

APPEL À PROPOSITIONS 2003 – 30 AVRIL 2003 (RÉFÉRENCE EUROPEAID/113113/C/G)

Coordination des projets communs

PROJETS COMMUNS DE TYPE A			
Entité coordinatrice sélectionnée	Pays	Titre du projet	N° du projet
Landeshauptstadt Stuttgart	DE	REDESC: Rehabilitación de Áreas Contaminadas para el Desarrollo Sostenible Interno de la Ciudad	R6-A3-03
Ayuntamiento de Donostia – San Sebastián	ES	Sistema de Información para la gestión urbana	R7-A1-03
Alcaldía Mayor de Cartagena de Indias	COL	Accesibilidad al transporte público de las personas con movilidad reducida	R8-A1-03
Mairie de Saint-Denis	FR	Méthodologies et outils pour la mise en place d'observatoires de l'inclusion sociale dans les villes	R10-A1-03
PROJETS COMMUNS DE TYPE B			
Entité coordinatrice sélectionnée	Pays	Titre du projet	N° du projet
Ville d'Issy-les-Moulineaux	FR	e-AGORA: l'Académie de la e-démocratie	R3-B1-03
Ayuntamiento de Málaga	ES	Observatorio de Medio Ambiente Urbano	R6-B1-03

AGENDA

Réunions annuelles 2003-2004: dates provisoires

RÉSEAU N° – COORDINATEUR	LIEU	DATE
N° 6 Ayuntamiento de Málaga	Málaga – Espagne Porto Alegre – Brésil São Paulo – Brésil Barcelona – Espagne Bremen – Allemagne Valparaíso – Chili	18-19 juin 2004
N° 9 Prefeitura de Porto Alegre		28-30 octobre 2003
N° 10 Prefeitura de São Paulo		17-19 février 2004
N° 12 Diputación Provincial de Barcelona		avril 2004
N° 13 Freie Hansestadt Bremen		22-23 septembre 2003
N° 14 Municipalidad de Valparaíso	8-10 octobre 2003	



Málaga, janvier 2003. Réunion des coordinateurs des réseaux des deux phases du Programme URB-AL et de la Commission européenne, à la Mairie de Málaga.

COORDONNÉ PAR LA PREFEITURA MUNICIPAL DE SÃO PAULO

Lutte contre la pauvreté urbaine

Inaugurant le cycle des séminaires de la deuxième phase du programme URB-AL, la Prefeitura Municipal de São Paulo a organisé dans cette ville, du 14 au 16 avril, le séminaire de lancement du réseau n° 10 «Lutte contre la pauvreté urbaine». Cet événement a été inauguré par le Président du Brésil, Luis Inácio Lula DA SILVA, le Maire de São Paulo, M^{me} Marta SUPLYCY, et le Chef de la Délégation de la Commission européenne au Brésil, M. Rolf TIMANS, devant un auditoire de 800 personnes. La présence du Président, accompagné de trois de ses ministres, traduit la reconnaissance, par les plus hautes autorités de la région, de l'importance acquise par le Programme URB-AL dans le domaine des politiques urbaines.

Discours d'inauguration du Maire de São Paulo, M^{me} Marta Suplicy (extraits)

Nous sommes très honorés de ce que São Paulo soit la coordinatrice du réseau n° 10 du programme URB-AL, un réseau d'échange d'expériences et de mise en œuvre d'actions concrètes pour lutter contre la pauvreté urbaine, auquel participent de nombreuses villes ayant leurs spécificités sociales, politiques et culturelles. Le fait que l'Union européenne ait confié la coordination de ce réseau à la ville de São Paulo prouve que la communauté internationale

reconnaît que notre ville est en train de devenir une référence mondiale dans le combat contre la pauvreté (...).

Il convient de souligner qu'URB-AL constitue actuellement le principal programme de coopération internationale axé sur les villes, ce qui indique l'importance du potentiel que l'Union européenne accorde aux gouvernements locaux pour développer des politiques publiques innovatrices.

Parallèlement, ce programme démontre que les relations entre l'Europe et l'Amérique latine ne doivent pas se limiter aux seuls domaines économiques et commerciaux. Par ailleurs, je crois sincèrement que les politiques afférentes aux relations internationales progresseront substantiellement, si l'on stimule les aspects politiques, sociaux et culturels des négociations internationales. (...)

Dans le but, principalement, d'éviter que de nombreuses expériences restent confinées aux territoires locaux où elles sont exé-

cutées, nous affirmons notre volonté de les diffuser, de faciliter leur échange, de débattre des difficultés communes et de partager les solutions trouvées. Le problème est urgent et nous ne pouvons pas chercher à réinventer la roue. Nous devons apprendre de façon collective. Nous voulons que ces expériences deviennent publiques et que des débats s'instaurent sur les méthodes de mesure de la pauvreté et les politiques visant à réduire celle-ci.

Nous estimons que São Paulo a beaucoup à apprendre des et aux autres villes brésiliennes, latino-américaines et européennes motivées par le même principe commun.

Ce réseau de villes contre la pauvreté urbaine a donc pour but de mettre en lumière un savoir, qui n'est pas toujours apparent, en encourageant la structuration d'une collecte d'expériences de lutte contre la misère qui restera à la disposition des gestionnaires locaux (...).



São Paulo. Intervention de la Prefeita Marta Suplicy. À la table, Helio Bicudo, Vice-Prefeito de São Paulo, Olívio Dutra, Ministre des Villes, Rolf Timans, Chef de la Délégation européenne et le Président Luis Inácio Lula da Silva.

<http://www.prefeitura.sp.gov.br/urbal/>

COORDONNÉ PAR LA PREFEITURA MUNICIPAL DE SÃO PAULO

Lutte contre la pauvreté urbaine

Allocution du Président de la République, Luiz Inácio Lula da SILVA

(...) À l'époque, chaque ministre créait sa propre politique sociale, sans chercher à l'optimiser. Or nous devons optimiser ces politiques et faire en sorte que l'État et les municipalités avancent vers un même but si nous voulons éviter que, comme dans le passé, l'argent sorte des deniers publics, mais ne parvienne pas aux personnes qui en ont besoin. (...)

Cette conférence d'URB-AL doit relever le défi de commencer à coucher ces idées sur le papier. Je pense qu'il n'existe pas de grandes différences entre les problèmes de São Paulo et ceux de Lima au Pérou. Par conséquent, il n'y pas de grandes différences non plus entre les problèmes de Recife, Belo

Horizonte ou Guarulhos et ceux d'autres villes semblables au Brésil ou à l'étranger.

Nous ne devons donc pas adopter des centaines de politiques différentes scellées à divers échelons administratifs. (...) Nous devons éviter la multiplication des sceaux car le sceau suprême est celui de la société civile, de la qualité de vie des êtres humains, faute de quoi nous n'atteindrons pas notre objectif.

En conséquence, notre rôle ne consiste pas à inventer, mais à mettre en œuvre ce qui a été découvert, il y a de très nombreuses années. Et si, à l'occasion du séminaire que vous tenez ici, à São Paulo, le public apprend en quoi consiste le réseau n° 10 du programme URB-AL, s'il apprend qu'il remonte à 1995, qu'il a déjà traité plusieurs problématiques et qu'il est, pour la première fois, axé sur la pauvreté, nous aurons alors la preuve que nous sommes sur la bonne voie et que les citoyens ont pris une bonne décision.

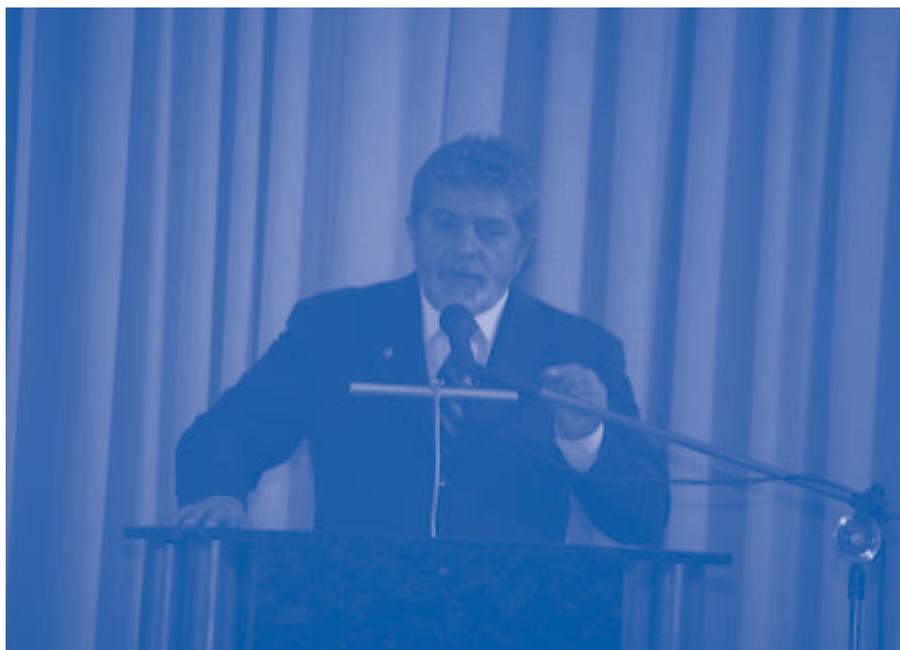
Ou tout le monde s'arrête et commence à réfléchir à la façon de réduire la misère et la pauvreté sur la planète Terre, ou cela ne sert à rien de continuer à débattre du reste. Il est indispensable de donner aux êtres humains le droit à un logement digne, le droit de boire de l'eau potable, le droit d'avoir accès à la santé, le droit de manger trois fois par jour. Cela n'est pas ruineux. Soyez bien sûrs que cela n'est pas ruineux (...).

Allocution du Chef de la Délégation européenne au Brésil, Rolf TIMANS

Comme vous le savez, l'Europe est le continent le plus urbanisé du monde: 80% de sa population vit dans des villes. (...) La Commission européenne constate que l'urbanisation accentue les disparités économiques et sociales et crée une société dualiste où l'exclusion entraîne le confinement de certains groupes sociaux dans des quartiers généralement mal équipés (...).

Le programme URB-AL s'est imposé comme une référence dans le champ de la coopération internationale entre collectivités locales d'Amérique latine et de l'Union européenne. Ce succès, qui se confirme avec le temps, repose sur un principe très simple: celui du partage des expériences de toutes ces collectivités pour parvenir, au bénéfice de toutes les parties intéressées, à des solutions concertées pour relever les grands défis des villes.

Le programme URB-AL a pour objectif de contribuer, moyennant les efforts de ses participants, à l'élaboration d'une approche combinant notamment les dimensions de la démocratie locale et de la participation sociale, de la concertation de tous les acteurs locaux, publics et privés, et la recherche d'un développement local durable et soutenable. (...). ■



Intervention du Président Lula pendant la séance d'ouverture.

<http://www.prefeitura.sp.gov.br/urbal/>

COORDONNÉ PAR LA PREFEITURA MUNICIPAL DE SÃO PAULO

Lutte contre la pauvreté urbaine

Quelque 230 personnes, représentant 62 gouvernements locaux ou régionaux et 23 partenaires externes, ont participé aux diverses activités, pendant les trois jours de travail.

Pour renforcer les débats et soutenir l'élaboration des propositions de projet commun, la coordination avait fait une large place aux exposés théoriques des experts et à la visite sur le terrain, dans plusieurs villes du grand São Paulo, de projets en cours d'exécution. Le document de base, comprenant les débats et les contributions des participants, se trouve d'ores et déjà sur le site Web du réseau.

Compte tenu des conclusions préliminaires du document de base, les ateliers ont été organisés autour des axes suivants:

- 1 – Emploi, revenu, micro-crédit, construction de l'autonomie et rôle des politiques d'émancipation.
- 2 – Réseaux de protection des citoyens et suivi des risques sociaux.
- 3 – Logement social.
- 4 – Gestion des politiques publiques urbaines.
- 5 – Indicateurs et concepts: mesure de la pauvreté urbaine et évaluation des politiques de lutte contre la pauvreté.

Pour que toutes les entités puissent participer, il a fallu dédoubler certains ateliers. Ainsi, sept ateliers ont travaillé en parallèle le deuxième jour. Ces travaux collectifs ont abouti à 25 propositions de projet commun.

Le 16 avril, pendant la séance plénière de clôture, les porte-parole des participants ont mis l'accent sur dix points prioritaires des politiques de lutte contre la pauvreté urbaine. Parmi ces priorités, qui soulignent le caractère positif des actions visant à favo-



Le Président Lula et la cellule de coordination du Réseau 10.

riser l'inclusion sociale et le besoin d'une gestion intégrée et participative, il convient de citer:

1. La **formation de réseaux de politiques publiques** pour garantir l'accès aux biens et services publics, pour élaborer des stratégies d'inclusion sociale.
2. La formulation et la gestion **intégrée, au sein de chaque secteur et entre ceux-ci**, des politiques publiques de lutte contre la pauvreté et de promotion de l'inclusion sociale.
3. Le **soutien de l'économie populaire et solidaire et du développement économique local** pour la création d'emplois et de revenus.
4. La **rupture du cycle de la pauvreté urbaine à travers la satisfaction des besoins de base**, moyennant le soutien des politiques d'éducation, de santé, de logement social, d'assainissement de base, de sécurité et de mobilité urbaine.

5. Le **renforcement des capacités institutionnelles** et des compétences techniques des agents publics pour une bonne gestion des projets intégrés, et le **renforcement des processus de participation** aux politiques publiques, dès leur conception et jusqu'à leur évaluation et gestion.
6. L'adoption systématique de **stratégies de contrôle et d'évaluation** permanente des impacts des politiques publiques de lutte contre la pauvreté urbaine.

Les partenaires du réseau n° 10 se sont engagés à continuer à travailler pendant toute l'année, tant sur l'élaboration des propositions de projets communs, que sur l'application, dans leurs villes, des conclusions du séminaire. La coordination du réseau a déjà fixé les dates de la première réunion annuelle qui aura lieu à São Paulo du 17 au 19 février 2004. Elle vous invite cordialement à y participer. ■

<http://www.prefeitura.sp.gov.br/urbal/>

COORDONNÉ PAR LA DIPUTACIÓN PROVINCIAL DE BARCELONA

Promotion des femmes dans les instances de décision locales

Le séminaire de lancement du Réseau 12, «Promotion des femmes dans les instances de décision locales», coordonné par la Diputación Provincial de Barcelona, s'est tenu à San Salvador du 28 au 30 avril. L'organisation de cette rencontre au Salvador a suscité un vif intérêt local et contribuera, sans aucun doute, à enraciner le programme dans les collectivités locales de cette région. Il convient aussi de souligner la forte présence des femmes tant dans les réunions ouvertes au public que dans les ateliers.

La séance d'inauguration du séminaire de lancement du réseau n° 12 «Promotion des femmes dans les instances de décision locales» a été un événement local de toute première importance puisqu'il a réuni plus de 350 personnes dont une forte majorité de femmes. À la table d'honneur, aux côtés de la responsable du réseau, Dolors RENAU, Directrice du Cabinet de Relations internationales de la Diputación de Barcelona, se trouvaient d'éminentes personnalités comme María Eugenia de Ávila, Chancelière de la République du Salvador, Juan Francisco Montalbán, Ambassadeur d'Espagne au Salvador, Héctor Silva, Maire de la ville de San Salvador et Carlos Rivas Zamora, futur Maire (récemment élu) de la ville de San Salvador. La Délégation européenne au Nicaragua

était représentée par le Conseiller à la coopération, César García Alvarez.

Les discours de quatre expertes en problématique de genre ont introduit les sujets qui ont guidé le travail des ateliers au cours des deux journées de travail qui ont suivi:

1. Les femmes et la construction des villes.
2. Instruments de participation des femmes à la politique locale.
3. La contribution des femmes aux villes en tant qu'espaces de convivialité.
4. Mesures d'appui à la participation des femmes aux décisions locales.

Ces ateliers ont permis de partager des expériences, d'identifier des bonnes pratiques

et de concevoir des projets communs pour résoudre les problématiques comparables des villes de différents pays représentant pratiquement tout le continent européen et l'Amérique latine. Plus d'une centaine de partenaires du réseau (maires et conseillers municipaux des deux genres, expertes et experts, représentant 70 institutions locales) ont participé à ces travaux. Leur implication et leur détermination ont permis d'aboutir à 13 propositions de projet commun que la cellule de coordination aidera à approfondir et à développer.

Des points communs fondamentaux ont déjà émergé sur divers aspects du thème:

- L'importance de la participation des femmes aux processus de planification stratégique des villes, étant donné que leur perception des choses les aidera à proposer des solutions innovatrices susceptibles d'améliorer notamment les espaces de convivialité, l'environnement, les programmes de logement, les transports, la sécurité et de nombreux autres facteurs qui rendent les villes plus humaines et habitables.
- Le besoin d'encourager la participation positive des femmes afin de leur permet-



San Salvador. Une partie des participants au séminaire du Réseau 12.



Clôture du séminaire du Réseau 12. Dolors Renau, Directrice des Relations internationales de la Diputació de Barcelona, Carlos Rivas, Maire de San Salvador, Berith Andersson, responsable du programme URB-AL.

tre d'être élues maires et conseillères municipales dans une proportion comparable à celle des hommes.

- La promotion de pactes sociaux dans les villes pour que femmes et hommes partagent les responsabilités afférentes à la famille, à l'emploi et à l'administration locale.
- La valorisation des villes en tant qu'espaces de cohésion sociale et d'apprentissage de la paix, capables d'accueillir tous les groupes humains sans discrimination et de faciliter la résolution des conflits par le dialogue et non pas la force.

Lors de la clôture du séminaire, la coordinatrice exécutive du réseau, Eva Gispert, a remis à tous les participants un CD-ROM contenant les compte-rendus des trois journées de travail. Ce CD-ROM a pu être réalisé grâce aux efforts collectifs et à l'appui de l'équipe locale de FUNDE. Les résultats du travail en commun de la première année d'activité du réseau seront partagés au cours de la première réunion annuelle du réseau qui se tiendra en avril prochain à Barcelone dans le cadre du Forum des Cultures 2004. ■

www.diba.es/urbal12

RÉSEAU 12

Les ateliers: espaces de convivialité et d'échange d'expériences

«Femmes citoyennes», le document de base du réseau présenté au cours de la séance plénière du séminaire, est axé sur l'analyse de deux questions différentes mais reliées: d'une part, la compréhension des barrières structurelles qui font obstacle à l'égalité et d'autre part l'identification des dynamiques du changement social, des progrès et des nouveaux obstacles qui s'érigent. Ce document met ainsi en exergue les quatre domaines ou lignes de travail sur lesquels les ateliers devront se pencher:

- 1. Obtenir la présence des femmes dans la construction de la ville.**
- 2. Créer des instruments pour que les femmes participent à la politique locale.**
- 3. Trouver des formes de convivialité et de vie communautaire dans la planification des villes**
- 4. Définir et développer des mesures d'appui à la participation des femmes aux décisions locales.**

Les 13 propositions de projet commun, qui ont émané des deux journées de travail intensif en ateliers, visent principalement la création de centres de ressources, l'amélioration de l'insertion professionnelle des femmes, la promotion de la participation et

du leadership des femmes dans la politique locale, la formation de ces femmes, une planification stratégique des villes intégrant la perspective de genre et la diffusion des bonnes pratiques et des expériences. Un premier pas en avant a donc été fait vers l'objectif spécifique de ce réseau: *moyennant l'application transversale des politiques d'égalité des chances et la promotion d'une citoyenneté active des femmes*, chercher à établir des liens durables, à partager des expériences et à promouvoir des actions communes entre des entités locales de pays de l'UE et de l'Amérique latine dans le but ultime de proposer de nouveaux modèles de ville.

Ces 13 propositions communes seront développées et étudiées par les participants avec l'aide de l'équipe de la cellule de coordination jusqu'à leur présentation, fin octobre, à la Commission européenne. La cellule de coordination encourage et invite tous les lecteurs à participer et à faire partie du réseau en adhérant à ces projets et en assistant à la prochaine rencontre qui aura lieu en avril 2004 à Barcelone.

Eva M^a Gispert
Coordinatrice du Réseau 12

COORDONNÉ PAR L'AYUNTAMIENTO DE MALAGA

«Environnement urbain»

Une centaine de personnes ont participé à la deuxième réunion annuelle du réseau n° 6 «Environnement urbain» coordonné par la mairie de Málaga. Cette réunion devait marquer la fin du cycle de réunions des réseaux de la première phase. Néanmoins, Pedro MARÍN, coordinateur du Réseau 6, a saisi cette opportunité pour annoncer, au nom de l'Ayuntamiento de Málaga, sa volonté de prolonger d'une année les activités du réseau qui seront financées entièrement par l'Ayuntamiento. La prochaine réunion du réseau se tiendra dans cette ville en juin 2004.



Le Maire de Málaga, Francisco de la Torre Prados, accompagné des membres de la Commission européenne et du Gouvernement espagnol et de la cellule de coordination lors de la séance d'inauguration de la deuxième réunion annuelle.

Une centaine de maires, techniciens et hauts responsables municipaux, représentant 47 villes européennes et latino-américaines, ont participé pour la troisième année consécutive à la réunion annuelle du réseau URB-AL n° 6, «Environnement urbain», qui s'est tenue à Málaga les 8, 9 et 10 mai 2003. Cet événement a été inauguré par le Maire de Málaga, M. Francisco DE LA TORRE PRADOS, dans les locaux du Musée d'Art moderne de la ville récemment inaugurés, en présence de quelque 300 personnes.

Cette année, le thème «Prévenir la génération des résidus urbains dans les villes» avait été choisi comme sujet de la conférence d'introduction. Parallèlement à la

conférence, et pour en présenter un aspect pratique, l'Ayuntamiento de Málaga et la Fondation CIEDES – cellule de coordination du réseau URB-AL n° 6 – ont organisé une exposition intitulée «La Terre, conseils d'utilisation». Cette exposition itinérante présentait, de façon graphique et interactive, des mesures et des exemples pratiques de réduction des résidus urbains solides dans les municipalités.

Au cours de la réunion, Pedro MARIN COTS, le coordinateur du réseau, a présenté une publication intitulée «La Configuración de la ciudad compacta versus ciudad difusa» qui regroupe les conférences et les contributions de tous les membres du Réseau 6 au cours du séminaire de 2002.

Ateliers de travail

Comme dans les éditions précédentes, les ateliers de travail se sont penchés sur la configuration de la ville et du territoire, la cohésion sociale, les ressources naturelles et l'administration des villes. Ils ont débattu 9 propositions de projet qui peuvent être consultées sur la page web officielle du réseau www.urbalmalaga.com. Ces projets pourront être présentés en vue du prochain appel à propositions à deux dates (30 septembre 2003 et 31 mars 2004) à la cellule de coordination de Málaga.

Perspectives du réseau n° 6

Durant ces trois années de travail, le nombre de participants du réseau n° 6 a augmenté progressivement pour atteindre près de 200 membres. Le bon fonctionnement du réseau a permis à de nombreuses municipalités de resserrer leurs liens de collaboration, ce qui constitue en soi l'un des objectifs fondamentaux du programme.

L'Ayuntamiento de Málaga souhaite contribuer à maintenir et à encourager cette collaboration en organisant une nouvelle rencontre des membres du réseau n° 6 l'année prochaine. Un calendrier provisoire d'activités a donc été arrêté pour les 18 et 19 juin 2004.

Cette prochaine réunion se concentrera sur quatre aspects: la progression des projets communs approuvés au cours des trois réunions; une monographie sur l'Agenda local 21; les programmes en cours en Amérique latine, parallèlement à URB-AL, et la façon d'y accéder; la continuité du réseau au travers de l'«Observatoire de l'Environnement urbain» que l'Ayuntamiento de Málaga développera.

Malgré l'absence de parrainage financier de la Commission européenne, les conditions d'assistance établies pour les trois réunions organisées par l'Ayuntamiento de Málaga s'appliqueront à la quatrième réunion. ■

COORDONNÉ PAR LA INTENDENCIA MUNICIPAL DE ROSARIO

Gestion et contrôle de l'urbanisation

Le réseau n° 7 «Gestion et contrôle de l'urbanisation» a tenu sa deuxième et dernière réunion annuelle à Barcelone (Espagne) les 27 et 28 mars 2003. À cette occasion, le D^r Hermes Binner, Maire de Rosario, a souligné l'engagement de sa ville dans le cadre du programme URB-AL.



Cérémonie d'ouverture de la seconde réunion annuelle: Denis Salord, EuropeAid, Joan Clos, Maire de Barcelone et Président de l'AMB, Hermes Binner Maire de Rosario et Didac Pestaña, Vice-président de l'AMB.

Cette manifestation a réuni 110 participants provenant de 51 villes et régions: 26 villes latino-américaines réparties dans 9 pays; 25 villes européennes réparties dans 6 pays et 9 membres associés (dont 4 d'Amérique latine et 5 d'Europe). Quatre coordinateurs de réseaux y ont également participé: Marie Virapatirin (Réseau 3), Pedro Marín (Réseau 6), Sinoel Batista (Réseau 10) et Eva Gispert (Réseau 12).

Le travail dans les ateliers s'est concentré sur quatre axes thématiques: «Espace public», «Logement abordable», «Équipement institutionnel» et «Zones centrales et nouvelles centralités». Neuf propositions de projet commun ont émané de leurs travaux.

Parallèlement, des réunions de suivi des projets en cours d'exécution ont été organisées sous la coordination de: Ciudad Victoria (Mexique), Florianópolis (Brésil) et Área de Mancomunidades de Barcelona (Espagne).

Avant la cérémonie de clôture, la coordinatrice exécutive du réseau, María del Huerto Romero, a présenté une initiative de l'Office de coordination visant la réalisation d'une «Évaluation des processus, résultats et impacts du Réseau 7». Cette évaluation sera conduite par un consultant externe, José Manuel García De la Cruz, professeur à l'Université Autonoma de Madrid.

Elle devrait permettre au réseau de disposer, au terme de ses activités, d'un diagnostic de son fonctionnement sous deux optiques complémentaires: la coordination du réseau et la perception des membres. Elle devrait également faciliter le travail des

nouveaux réseaux de la deuxième phase du programme URB-AL.

Les responsables du programme URB-AL, la cellule de coordination et les coordinateurs des projets communs sélectionnés dans le cadre de l'appel à propositions URB-AL d'octobre 2002 ont tenu une réunion de travail le 29 mars à laquelle ont assisté les représentants de Bahía Blanca (Argentine), Lleida (Espagne), Marseille (France) et la Région Toscane (Italie).

La deuxième et dernière réunion annuelle a permis de resserrer les liens tissés entre les membres et d'identifier, une fois de plus, des solutions communes à des problèmes analogues. ■

www.rosario.gov.ar/urbal

Allocution prononcée par le Maire de Rosario, D^r Hermes Binner, lors de la clôture de la seconde réunion annuelle.

Lors de la clôture de la deuxième et dernière réunion annuelle du réseau n° 7, le Maire de Rosario, le D^r Binner, a relevé l'importance qu'avait revêtu pour sa ville la coordination, pendant trois ans, d'un réseau de municipalités latino-américaines et européennes axé sur la problématique de l'urbanisation. M. Hermes Binner a affirmé que cette tâche avait permis à Rosario de créer de nouveaux liens de collaboration avec des villes des deux continents et de renforcer ceux que la ville avait tissés dans le passé. Il a ajouté que cette coordination, qui avait également facilité la connaissance d'autres expériences et l'échange d'idées dans un domaine aussi complexe que celui de la gestion de l'urbanisation, s'était érigée en un précieux instrument d'apprentissage de la coopération internationale.

Le D^r Binner a souligné la solidarité qui avait inspiré le travail des membres du réseau, guidés par la prémisses de chercher et de développer des actions favorisant une «construction plus humaine, plus juste et plus équitable des villes».

Le Maire de Rosario a finalement attiré l'attention du public sur le défi que la coordination du réseau n° 7 avait représenté pour sa ville dans le contexte de la crise socioéconomique que traverse l'Argentine depuis plusieurs années. Dans ce cadre, il a profité de l'occasion pour remercier la Commission européenne et les participants d'avoir non seulement offert à Rosario l'opportunité de coordonner le Réseau 7, mais aussi d'avoir apporté sans relâche soutien et encouragement dans les moments difficiles que son pays a connus.

COORDONNÉ PAR LANDESHAUPTSTADT STUTTGART

«Contrôle de la mobilité urbaine»

Le réseau n° 8 «Contrôle de la mobilité urbaine» a tenu sa deuxième réunion annuelle à Stuttgart (Allemagne), du 6 au 9 février 2003, en présence de quelque 80 participants provenant de 13 pays latino-américains et européens.



Le Maire de Stuttgart, D^r Wolfgang Schuster, le Maire-adjoint, Prof. Beiche, le coordinateur du réseau, Wolfgang Förderer et quelques participants.

Le D^r Wolfgang Schuster, maire de Stuttgart, a inauguré la deuxième et dernière réunion annuelle du Réseau 8. Les discours de bienvenue ont été prononcés par le Professeur Hartwig Beiche, maire-adjoint de la ville de Stuttgart, et par Wolfgang Förderer, coordinateur du Réseau. Le représentant d'EuropeAid, Marc Rimez, a insisté en particulier sur le rôle pionnier joué par le Landeshauptstadt Stuttgart qui, après avoir assumé la coordination du Réseau 8 il y a trois ans, a impulsé l'implantation du programme en Allemagne et dans les pays voisins. Pendant cette première session, la deuxième phase du programme URB-AL a fait l'objet d'une ample présentation. Par

ailleurs, les conférences ont abordé divers sujets liés à la maîtrise de la mobilité urbaine tels que, entre autres, le fonctionnement du Centre intégré de gestion de la circulation de Stuttgart, la notion de centre de compétence et le lien entre développement économique et mobilité dans la région de Stuttgart.

En ce qui concerne les quatre projets communs en cours d'exécution à cette date dans le cadre du Réseau 8, les coordinateurs des projets de Gemeente Utrecht (NL), de la Provincia di Treviso (voir page 13) et de la Comunidad de Madrid ont présenté les progrès réalisés et les résultats atteints.

Les explications données par le professeur Hartwig Beiche, qui a commenté sur le terrain la réalisation routière «Pragsattel», ont permis de mieux comprendre la complexité du projet de construction du plus grand tunnel de Stuttgart.

Pendant deux journées, les participants ont réalisé un travail intense dans les ateliers intitulés «Transport et technologie» et «Urbanisme et planification». Un troisième atelier traitait simultanément les thèmes suivants: «Socio-économie et démographie» et «Rôle et possibilités de la politique municipale».

Ce travail a abouti aux 6 idées suivantes de propositions de projet:

- ❑ «Évaluation du transport urbain: coûts sociaux et environnementaux».
- ❑ «Optimisation de la mobilité urbaine moyennant la décentralisation et la déconcentration de l'administration et des services».
- ❑ «Accessibilité du transport public pour les personnes à mobilité réduite».
- ❑ «Améliorer les politiques urbaines de stationnement des résidents et des visiteurs».
- ❑ «Systèmes et services d'information pour les usagers du transport urbain».
- ❑ «Réduire la pollution moyennant le contrôle et la gestion de la circulation».

Le deuxième jour, les participants ont réalisé un parcours technique dans Stuttgart dans les tramways du SSB (service de transport public de Stuttgart).

Au cours de la session plénière, les résultats des ateliers de travail ont été présentés et l'assemblée a débattu du suivi du réseau. Avant la fin de la réunion, les villes membres ont été informées des contributions à apporter en vue de l'élaboration du document final. ■

Montevideo: Ciudad Vieja ReNueva, une proposition d'intégration sociale

Réaffirmant son rôle protagoniste au sein du programme URB-AL, la Intendencia Municipal de Montevideo est devenue le premier coordinateur latino-américain d'un projet de type B. Avec la participation active de 4 autres municipalités (Bilbao, Torino, Rosario et Santo André), elle va mettre en œuvre un ensemble d'actions visant l'intégration sociale de son quartier historique, Ciudad Vieja.

Les axes principaux

Pour atteindre le but essentiel de l'intervention, le projet se fonde sur trois piliers: le développement socio-économique, le développement des capacités et des aptitudes pour l'insertion dans le monde du travail et l'amélioration de l'environnement.

La mise en œuvre

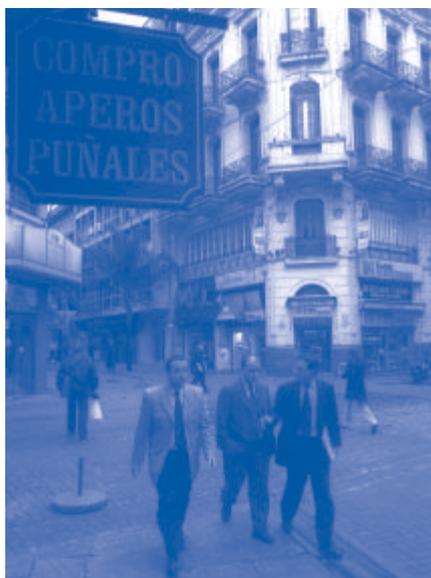
Pour parvenir aux objectifs précités, le projet s'articule autour de quatre types d'actions.

1. Participation sociale et coopération locale

Tous les acteurs de la Ciudad Vieja seront invités à participer de façon active en vue de constituer un «Groupe de promotion» réunissant des organisations sociales, des chefs d'entreprises, des clubs sportifs, des habitants du quartier, des représentants de zones, des organismes publics, etc. Des activités touristiques et culturelles seront promues en fonction du potentiel et des caractéristiques du quartier, de ses habitants et de ses visiteurs.

2. Appui et formation professionnelle

La création d'une école-atelier permettra de dispenser une formation dans les métiers de la restauration de façades et d'espaces publics. Elle pourra accueillir 72 personnes qui suivront trois cycles de formation d'une durée de 6 mois chacun. Une autre activité se chargera de la passation de conventions avec des entreprises locales visant l'engagement d'un minimum de 10 stagiaires et la fourniture, pendant 6 mois, d'une aide visant à intégrer 82 personnes dans le monde du travail. Des cours de formation et d'assistance technique seront également proposés, notamment aux micro-entreprises et aux petites entreprises locales existantes ou en cours de création, dont devraient bénéficier une centaine de personnes. Un fonds de micro-crédits sera mis à la disposition des entreprises en vue de les épauler.



Montevideo. Le centre historique.

3. Réhabilitation de l'espace urbain

En accord avec l'école-atelier, la réhabilitation du patrimoine historique et de l'espace urbain se concrétisera moyennant la restauration d'au moins 36 façades et la réhabilitation de trottoirs et de places. Parallèlement, des conventions seront proposées à des propriétaires d'immeubles du quartier historique et à des chefs d'entreprise locaux pour faciliter la restauration des façades de leurs bâtiments. Leurs demandes seront satisfaites à l'aide d'un petit fonds rotatif et des propres activités de l'école-atelier. Des activités de même nature seront organisées pour réhabiliter les espaces publics, parmi lesquels deux espaces au moins seront sélectionnés dans le centre historique.

4. Coopération horizontale entre les municipalités

Les villes de Bilbao (ES), Torino (IT), Rosario (ARG) et Santo André (BRA) participeront à ce projet aux côtés de Montevideo. L'échange qui s'instaurera entre ces villes permettra d'améliorer la gestion des municipalités et de

reproduire l'expérience dans d'autres villes. Les municipalités membres joueront un rôle clé au cours des deux années d'exécution du projet notamment en matière de:

- Registre d'expériences de mise en œuvre de politiques sociales intégrales.
- Atelier international
- Concours d'idées
- Élaboration d'une proposition de méthodologie d'intervention dans les quartiers centraux
- Stage à Montevideo

La diffusion

La diffusion et la communication permanente de toutes les activités et étapes de l'exécution du projet constituent des activités fondamentales pour obtenir l'adhésion de l'ensemble des acteurs locaux et des municipalités membres. Ce projet cherchera également à impliquer les municipalités ayant participé aux activités du Réseau 5 «Politiques sociales urbaines» et à échanger des informations avec elles.

Les destinataires

Les programmes de ce projet, notamment les deux premiers, visent spécifiquement les habitants de la Ciudad Vieja de Montevideo confrontés à des difficultés d'insertion dans le marché du travail: les jeunes, les femmes au foyer et les chômeurs de courte durée âgés de plus de 40 ans.

Le siège

«Ciudad Vieja Renueva» aura son propre siège au cœur du centre historique. Il accueillera également l'école-atelier et les réunions quotidiennes des acteurs locaux. ■

Coordination

Prof. Marta Ponce de León
Directrice de la Division des Relations internationales et de la Coopération

A.S. Mercedes Hegoburu

Coordinatrice des services sociaux

**Tél. (provisoire): 598-2-413 66 24 o
2-410 2338**

**e-mail (provisoire):
urbalmontevideo@prodo.imm.gub.uy**

Consell Comarcal de l'Alt Empordà: de la conception à l'application de politiques locales d'intervention en matière de toxicomanie.

Au cours des trois années d'expérience de coordination du Projet «Modification des politiques locales d'intervention en matière de toxicomanie» du Réseau 1 «Drogue et ville», le Consell Comarcal de l'Alt Empordà s'est imprégné de la nécessité de créer des instruments permettant d'insérer des bonnes pratiques dans les politiques locales relatives à la toxicomanie. Ce projet B devient ainsi le premier de ce type à se construire sur les résultats des expériences échangées dans le cadre d'un projet de type A. Il devra parvenir à traduire ceux-ci en actions concrètes et tangibles.

À partir des résultats du projet URB-AL R1-P3-98 concernant la *Modification des politiques locales d'intervention en matière de toxicomanie*, le Consell Comarcal de l'Alt Empordà a pris l'initiative de coordonner un projet commun de type B, intitulé **«Prise en compte des bonnes pratiques dans les politiques locales relatives aux toxicomanies»**, auquel participent certains des membres du projet initial (Gobierno de Cantabria – ES, Trieste – IT, Alcaldía de Medellín – COL, Prefeitura Municipal de Santo André – BRA, Ciudad de Buenos Aires – AR, Intendencia Municipal de Montevideo – URU, Instituto de Educación Popular «El Abrojo»-Montevideo – URU).

Les participants de ce projet chercheront à faciliter la conception et la mise en œuvre de plans locaux d'intervention en matière de toxicomanie, comprenant des actions spécifiques dans les domaines de l'information et l'épidémiologie, la prévention, la réduction des risques et de la formation et l'apprentissage professionnel.

Les principales actions du projet sont:

1. La conception d'un **guide d'élaboration de plans municipaux** qui permettra de mettre à la disposition des participants – entre autres – un document technique dont la terminologie unifiée et les procédures faciliteront la réalisation de plans locaux sur la toxicomanie. Le guide devra également faciliter la mise en œuvre de mesures et de stratégies cohérentes, ayant une portée locale (plans municipaux), conformément aux compétences assignées aux municipalités par chaque Etat.
2. L'**école de formation virtuelle** s'adressera aux professionnels des divers secteurs – santé, éducation, services sociaux et médiateurs sociaux – qui interviennent dans l'application des politiques. Cette école de formation virtuelle assurera la continuité du réseau d'échange d'expériences et de bonnes pratiques entre les participants du projet.

3. La **mise en œuvre de projets** consiste en l'application d'actions dans les divers domaines d'intervention préalablement définis comme prioritaires. Ce chapitre comprend: la conception d'un guide sur la méthodologie à suivre pour appliquer les programmes de réduction des effets nocifs; la conception et l'application de mesures de prévention de la toxicomanie au sein des familles; et la conception et l'application d'un programme communautaire de prévention des toxicomanies.

Les actions seront réalisées par un réseau structuré à plusieurs niveaux:

- **Institutionnel**: ce niveau, qui regroupe les autorités locales, renforcera la capacité d'action des structures de coordination et permettra de garantir la durabilité des actions programmées sur le long terme.
- **Technique**: composé d'une équipe de professionnels émanant des participants, cet échelon garantira la cohérence interne et la qualité des interventions.
- **Communautaire**: représenté par des médiateurs et des responsables d'ONG et/ou d'organisations sociales, cette instance contribuera à la mobilisation et à la participation de la communauté.

Le projet vise, en dernière instance, à créer des instruments et à trouver des critères de base pour concevoir et exécuter des actions tangibles et spécifiques permettant aux participants d'intégrer les bonnes pratiques dans les politiques locales relatives aux toxicomanies et de les diffuser dans toutes les villes qui souhaiteront utiliser le matériel ainsi élaboré. ■

Coordination:	Consell Comarcal de l'Alt Empordà
Personne de contact:	M. ROSA GUIXÉ VALLS
Adresse:	C/ Nou 48 E-17600 – FIGUERES
Téléphone:	34-972-50.30.88
E-mail:	ccaemp@ddgi.es

ÉCHOS DES PROJETS

«Communauté virtuelle pour la sécurité routière», coordonné par la Provincia di Treviso: un projet sûr

Le premier séminaire du projet commun coordonné par la Provincia di Treviso s'est tenu dans la ville brésilienne d'Erechim, où tous les participants se sont réunis du 11 au 14 mars 2003. Cette rencontre a permis de comparer l'état de la sécurité routière dans les diverses villes membres du Brésil, du Chili, de la Colombie, de l'Allemagne, de l'Italie et de la Suède.

Après l'exposé du diagnostic par chaque participant, les analyses comparatives ont permis d'évaluer les convergences et les différences en matière de sécurité routière entre les villes membres du projet. Sous la direction du coordinateur du projet et de l'expert chargé du travail analytique, un éventail d'activités possibles a été présenté. Le débat sur ce premier diagnostic a conduit à l'élaboration du plan d'action de la deuxième partie du projet.

Les participants ont décidé d'axer les activités du projet autour de l'éducation et la formation à la sécurité routière, sans éliminer pour autant des actions ponctuelles visant à renforcer la sécurité routière dans les villes.



Erechim. Affiche du 1^{er} séminaire.

Le séminaire a été accueilli avec grand enthousiasme par les habitants d'Erechim invités à participer à ses activités publiques. En outre, les objectifs et les activités de la rencontre ont été amplement diffusés par la presse locale.

R8-P9-01 «Virtual community for road safety. Prevention of road accidents and diffusion of the culture of safety»

Coordinateur: Provincia di Treviso (IT)

Membres: Criciúma, Erechim, Juiz da Fora, Santo André, Conselho Regional de Desenvolvimento do Norte do Estado do Rio Grande do Sul (BRA), Viña del Mar (CHI), Departamento del Atlántico COL, Provincia di Padova, (IT), West Sweden (SW), OekoMedia (D).

ÉCHOS DES PROJETS

«La concertation entre le secteur public et le secteur privé à l'échelon local» ou comment travailler ensemble

Le projet commun, coordonné par l'Ayuntamiento d'Irun dans le cadre du Réseau 4, avait pour objectif «d'améliorer la compétitivité des PME moyennant une offre coordonnée du secteur public et du secteur privé d'instruments et de services correspondant aux besoins du tissu d'entreprises».

Selon le coordinateur et les participants, les activités réalisées ont permis d'atteindre complètement cet objectif et d'accroître la coopération entre les villes européennes et latino-américaines.

Les conclusions et les principaux résultats du projet ont montré que la présence publique locale est nécessaire non seule-

ment de par sa vocation à représenter les intérêts du territoire face à d'autres institutions mais aussi qu'elle dispose des compétences nécessaires au développement économique local. Par ailleurs, le secteur privé et la société civile sont des acteurs directs de la réalité locale: les entreprises créent des emplois, mais doivent aussi continuellement innover et s'adapter aux tendances du marché pour préserver leur compétitivité. Ce sont principalement les micro-entreprises et les PME qui ont besoin de politiques et d'institutions capables de faciliter les processus d'adaptation. Dans cette optique, il est indispensable que ces deux secteurs se concertent. En outre, les travaux ont souligné le besoin d'intégrer transversalement la dimension de genre.



Rencontre internationale à Santiago du Chili.

Parmi les activités réalisées, il convient de souligner d'une part le diagnostic effectué par chaque membre pour déterminer la situation réelle de sa ville en termes de concertation entre le secteur public et le secteur privé dans le domaine des entreprises. D'autre part, les deux rencontres intercontinentales de suivi, de réflexion et d'évaluation, organisées à Irun et à Santiago du Chili ont permis les échanges d'expériences. Sur la base d'une évaluation très positive par tous les participants, diverses actions sont envisagées pour prolonger ce projet.

Eva Fernández.

Efernandez@bidaso-activa.com.

Tél.: 34-943-633.076

R4-P9-00 «La concertación público – privado en el ámbito local»

Coordinateur: Ayuntamiento de Irun (ES)

Membres: Bidasoa Activa (ES), Ayuntamiento de Santa Cruz de Tenerife (ES), Haparanda (SW), Municipalidad de Hijuelas (CHI), Municipalidad de Penco (CHI), Municipalidad de Junín (ARG), Municipalidad de Trelew (ARG)

Trente-trois projets d'échange d'expériences ont achevé leurs activités

Seize projets communs ont achevé leurs activités au cours du premier semestre de l'année. Au 30 juin 2003, c'est donc un total de 33 projets d'échange d'expériences correspondant aux réseaux n° 1, 2, 4, 5, 6 et 8 qui avaient achevé leurs activités. Par ailleurs, les activités de 16 autres projets communs prendront fin au cours du deuxième semestre 2003.

Coordinateur	Pays	N° de projet	Titre du projet
Alcaldía de Medellín	Colombie	R1-P1-98	Sistema de información sobre drogas
Prefeitura de Diadema	Brésil	R1-P11-98	Integración de las áreas de salud y educación en la prevención del uso de drogas e infección por el VIH/SIDA
Prefeitura de Santo André	Brésil	R1-P12-98	Disminución de daños en mujeres dependientes y/o co-adictas
Ayuntamiento de Vilafranca del Penedès	Espagne	R2-P6-98	Contexto histórico urbano, territorio y empleo
Prefeitura de Caxias do Sul	Brésil	R2-P1-99	Roteiros Turísticos e Patrimônio da Imigração Italiana
Ayuntamiento de Almuñecar	Espagne	R4-P4-00	Diseño de la transformación de los recursos de la ciudad en productos de excelencia turística
Ayuntamiento de Córdoba	Espagne	R4-P7-00	Guía de Promoción de la ciudad para la atracción turística y la inversión
Ayuntamiento de Zaragoza	Espagne	R4-P13-00	Agente de Empleo Transnacional
Ayuntamiento de Barcelona	Espagne	R4-P6-01	Tecnologías de la información y comunicación como herramientas de promoción y apoyo a las microempresas
Ayuntamiento de Bilbao	Espagne	R5-P6-99	Políticas integrales de empleo a nivel local
Ayuntamiento de Leganés	Espagne	R5-P8-00	El fenómeno de la violencia intrafamiliar
Ville de Lyon	France	R5-P9-00	La salud de todos: desde el proyecto a la acción
Viña del Mar	Chili	R6-P4-01	Mejorando la calidad de vida en la ciudad silenciosa
City of Karlsruhe	Allemagne	R6-P11-01	Sustainable waste Management for oceanic islands
Municipalidad de Moro	Pérou	R6-P7-01	Construyendo identidad local con la gestión ambiental
Comunidad de Madrid	Espagne	R8-P8-01	Promoción del transporte público para lograr una movilidad sostenible en las grandes aglomeraciones urbanas

@LIS, Alliance pour la Société de l'information: 4 projets de e-administration locale seront financés par EuropeAid dans le cadre du programme @LIS

Dix-neuf projets de démonstration ont été sélectionnés dans le cadre de l'appel à propositions publié en mars 2002. Parmi ceux-ci, quatre propositions concernent la question de l'e-administration.

Le premier projet, intitulé SILAE (Servicios de Iniciativa Local en Amazonia Ecuatoriana) et coordonné par ADEME (FR), vise à permettre l'accès des communautés rurales d'Amazonie équatorienne aux services d'Internet pour faciliter la préparation et l'exécution de projets d'infrastructures rurales.

Un deuxième projet, GOIA (Electronic Government Innovation and Access), coordonné par FhG/Fokus (DE), développera un logiciel pour faciliter, via Internet, l'accès des Brésiliens et des Péruviens aux services publics intégrés, tant à l'échelon local que régional et national.

@LIS financera un troisième projet, Met@LoGo, coordonné par la GTZ (DE), ayant pour but de réduire la fracture numérique en amé-

liorant les capacités de communication entre les petites villes, les communautés et les PME latino-américaines. Ce projet impliquera des acteurs de Colombie, du Chili, de l'Équateur, du Honduras et du Pérou.

Un quatrième projet a été placé sur la liste de réserve en vue d'un possible financement.

Il convient de mentionner que, parmi les coordinateurs des projets sélectionnés dans d'autres secteurs prioritaires de @LIS, figurent deux collectivités locales qui ont déjà coordonné avec succès des projets communs dans le cadre du programme URB-AL: la Diputación Provincial de Huelva avec ADITAL pour un projet de «e-inclusion sociale» et l'Ayuntamiento de Barcelona – Barcelona Activa avec la proposition CIBERNARIUM pour un projet de «e-éducation et diversité culturelle».



Vos interlocuteurs à la Commission

Chef d'Unité: Riccardo GAMBINI
Coordinatrice: Berith ANDERSSON
Gestionnaires: Marc RIMEZ
 Juan José ALCALDE MONTES,
 Miguel ROMERO
Secrétaire: Jimena BASTIDAS DE JANON

Adresse:

COMMISSION EUROPÉENNE
 EuropeAid Office de Coopération
 Direction Amérique Latine
 Unité «Opérations centralisées: Amérique latine» E2
 Programme URB-AL
 J-54 4/13
 B -1049 Bruxelles (Belgique)
 Téléphone: (32 2) 298 46 38
 Fax: (32 2) 299 10 80

http://europa.eu.int/comm/europeaid/projects/urbal/index_es.htm

DÉLÉGATION	COORDONNÉES
Argentine	Constanza AJA ESPIL Tél.: 54-11- 4805.3759 constanza.aja-espil@cec.eu.int http://www.delarg.cec.eu.int/
Bolivie	Angel GUTIERREZ HIDALGO Tél: 591-2-278.22.44 angel.gutierrez-hidalgo@cec.eu.int http://www.delbol.cec.eu.int/
Brésil	María Cristina ARAUJO Tél.: 55- 61- 248.3122 – Fax: 55-61-248.0700 cristina.araujo@cec.eu.int http://www.delbra.cec.eu.int/
Chili	Roberto RENSI / Joséphine ARPAILLANGE Tél: 56-2 -335.24.50 josephine.arpaillange@cec.eu.int http://www.delchl.cec.eu.int/
Colombie – Équateur	Silvia FALLA Tél: 57-1- 621.60.43 silvia-maria.falla-robles@delcol.cec.eu.int http://www.delco.cec.eu.int
Mexique	Carolina BENEDICTSSON Tél: 52-55- 55 40 33 45 carolina.benedictsson@cec.eu.int http://www.delmex.cec.eu.int/
Nicaragua – Costa Rica – El Salvador – Guatemala – Honduras – Panama	Pablo ISLA Tél: 505 -270.44.99 – Fax: 505 270.44.84 pablo.isla@cec.eu.int http://www.delnic.cec.eu.int
Pérou	José Luis ARTEAGA CESPEDES Tél: 51-1-212-11-35 jose-luis.arteaga-cespedes@cec.eu.int http://www.delper.cec.eu.int
Uruguay – Paraguay	Marta GONZALEZ GOMEZ Tél: 598-2- 1944.0126 marta.gonzalez@cec.eu.int http://www.delury.cec.eu.int
Venezuela	Jacqueline AIZPURUA Tél:58-212-991.51.33 jacqueline.aizpurua@cec.eu.int http://www.delven.cec.eu.int

Vos interlocuteurs dans les réseaux

RÉSEAU N° 6

Environnement urbain

Coordination: Ayuntamiento de Málaga
 Contact: Sr. Pedro Marín Cots
 Adresse: Programa URB-AL Red n° 6
 Plaza de la Alcazaba s/n
 Edif. Aparcamientos
 E-29012 Málaga – España
 Tél. 34-952 60 27 77
 Fax. 34-952 22 30 92
 E-mail: red6@urbalmalaga.com
 pmarin@ayto-malaga.es
 Internet: www.urbalmalaga.com

RÉSEAU N° 7

Gestion et contrôle de l'urbanisation

Coordination: Intendencia Municipal de Rosario
 Contact: María del Huerto Romero
 Adresse: Buenos Aires 711 – 2° piso
 2000 Rosario – Santa Fe – Argentina
 Tél. 54-341 421 37 51
 Tél/Fax. 54-341 449 34 00
 E-mail: urbal@rosario.gov.ar
 urbalred7@yahoo.com.ar
 Internet: www.rosario.gov.ar/urbal

RÉSEAU N° 8

Contrôle de la mobilité urbaine

Coordination: Landeshauptstadt Stuttgart
 Contact: Ing. Wolfgang Fordeier
 Adresse: Europahaus, Nadlerstraße 4
 D-70173 Stuttgart
 Tél. 49-711 216 87 99 / 98
 Fax. 49-711 216 87 97
 E-mail: urb-al@stuttgart.de
 Internet: www.stuttgart.de/europa/urb-al

RÉSEAU N° 9

Financement local et budget participatif

Coordination: Prefeitura Municipal de Porto Alegre
 Contact: Eduardo Mancuso
 Adresse: Programa URB-AL Rede 9
 Rua Uruguai 155/14° andar
 CEP 90010-140
 Porto Alegre – RS – Brésil
 Tél. 55-51 3289.3628 / 3651
 Fax. 55-51 3211.1265
 E-mail: emancuso@gp.prefpoa.com.br
 urbalop@gp.prefpoa.com.br
 Internet: www.portoalegre.rs.gov.br

RÉSEAU N° 10

Lutte contre la pauvreté urbaine

Coordination: Prefeitura Municipal de São Paulo
 Contact: M. Sinoel Batista
 Adresse: Programa URB-AL Rede 10
 Rua São Bento, 405 – Ed. Martinelli –
 10° andar – cj.102
 São Paulo – SP – 01008-906 – BRASIL
 Tél. 55-11-3104.8338 / 3104.0723
 Fax. 55-11-3107.0318
 e-mail: urbal10@prefeitura.sp.gov.br
 Internet: www.urbal10.sp.gov.br

RÉSEAU N° 12

Promotion des femmes dans les instances de décision locales

Coordination: Diputación Provincial de Barcelona
 Contact: Eva M^a Gispert
 Gabinet de Relacions Internacionals
 Adresse: Còrrega 300, ppal. 1^a
 E-08008 Barcelona
 Telf. 34-93-402.20.55
 Fax. 34-93-402.24.73
 e-mail: gispertce@diba.es
 Internet: www.diba.es

RÉSEAU N° 13

Ville et société de l'information

Coordination: Freie Hansestadt Bremen
 Contact: Claire Klindt
 Adresse: Office Network 13
 Kreuzstrasse 72
 D-28203 Bremen
 Tél. 49-421-36.95.40
 Fax. 49-421-36.95.425
 E-mail: claire@whitebalance.de
 Internet: www.bremen.de/urb-al

RÉSEAU N° 14

Sécurité citoyenne dans la ville

Coordination: Municipalidad de Valparaiso
 Contact: Gustavo Paulsen
 Adresse: Programa URB-AL Red 14
 Blanco 1663 – Depto 1002
 Valparaiso – Chili
 Tél. 56-32-939.571
 Fax. 56-32-939.572
 E-mail: red14@urbalvalparaiso.cl
 Internet: www.urbalvalparaiso.cl

